

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
12
- Pouvoirs :
3
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

POLITIQUE IMMOBILIERE – RECHERCHE DE SUBVENTIONS

Le 05 juillet 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 juin 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 12 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Luc LEMONNIER, Philippe LEROY, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléante

Mme Marine CARON.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

Mme Fabienne BUCCIO, Préfète de la Seine-Maritime représentée par Mme Camille DE WITASSE THEZY, Directrice du SIRACED-PC.

IV. Pouvoirs :

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,

Madame Florence THIBAUDEAU RAINOT à Madame Sophie ALLAIS,

Madame Agnès FIRMIN LE BODO à Monsieur Sébastien TASSERIE.

Étaient absents excusés :

Mmes Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU - représentée, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Michel LEJEUNE, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Dans le cadre des travaux menés par le groupe de travail ad hoc institué au titre de la Nouvelle politique immobilière, les réflexions mettent en exergue la nécessité de rechercher toutes les sources de financements indépendamment du portage de la maîtrise d'ouvrage des opérations.

À titre d'exemple, la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) instituée afin de soutenir l'investissement public local pourrait être une ressource complémentaire aux financements des opérations immobilières issues ou non de la nouvelle politique immobilière.

Certains services départementaux d'incendie et de secours (Sdis) à l'instar des Sdis de la Mayenne ou de la Marne ont déjà recours dans le cadre de leur programmation immobilière à des portages par le bloc communal avec à un fléchage vers la DETR combiné à d'autres financements.

En ce qui concerne le Sdis de la Seine-Maritime, les opérations de construction ou de réhabilitation de centres d'incendie et de secours ne font actuellement pas partie des opérations éligibles au titre de cette subvention. Il conviendrait d'entamer les démarches auprès de l'État afin d'envisager l'éligibilité de telles opérations.

Il ne faudra pas oublier les autres sources de financements (ADEME, Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique - FIPHFP, dotation de soutien à l'investissement local, etc) pouvant être envisagées en complément ou substitution.

*

* *

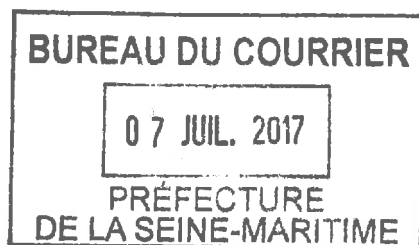
Il vous est donc proposé d'autoriser le président à entreprendre toutes les démarches nécessaires dans le cadre de la recherche de financements au titre de la politique immobilière.

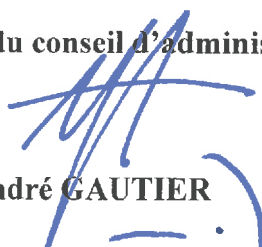
*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,




André GAUTIER